

Conjoncture agricole

Une évolution mitigée à baissière des marchés en élevage. Un contexte un peu plus porteur pour certaines productions végétales spécialisées mais un secteur toujours soumis aux aléas climatiques.

En grandes cultures, les fondamentaux des céréales s'annoncent plus tendus en 2018/19. Le marché du soja est pour le moment pris dans la tourmente du conflit commercial Chine/Etats-Unis. Les coûts des intrants poursuivent leur hausse notamment l'énergie, les engrais et l'alimentation animale.

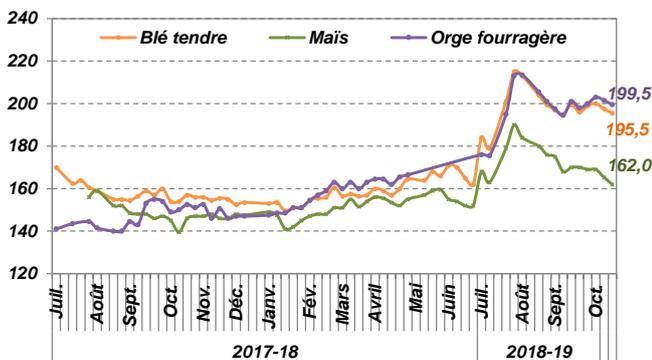
En lait de vache, la collecte ligérienne se maintient par rapport à la campagne précédente. Elle progresse en lait de chèvre mais les importations ne fléchissent pas. En viande bovine, les prix sont sous la pression des sorties allaitantes face à une demande toujours morose. En production ovine, les importations font pression sur les prix d'automne. Le marché du porc s'est réajusté à la baisse en 2018, la fin de l'année s'annonce incertaine. Enfin, les abattages régionaux de volaille reculent depuis la fermeture de l'abattoir de Chantonnay.

Dans le domaine du végétal spécialisé, la production nationale est inférieure à la moyenne quinquennale et les marchés peu actifs en arboriculture. La conjoncture est plus favorable en horticulture et pépinière ornementale. En cultures légumières, l'année 2018 est difficile pour la tomate. En viticulture, le millésime 2018 est qualifié d'exceptionnel.

Grandes cultures : perturbations climatiques et géopolitiques

Céréales : dans l'attente de la baisse des disponibilités en zone mer Noire

Cotations des céréales à la Pallice (€/tonne)



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.
PEP Chambre d'agriculture des Pays de la Loire Source : La Dépêche

La production ligérienne de céréales (4,5 Mt) serait en baisse de près de 12 % en 2018, dont 15 % en blé tendre, 9 % en blé dur et 20 % en maïs grain par suite de l'excès d'eau printanier et de la sécheresse estivale.

La production mondiale de blé devrait tomber à 729 Mt, son plus bas niveau depuis 5 ans en raison de conditions sèches et excessivement chaudes dans l'UE, en Russie, en Ukraine mais aussi en Australie. Avec une consommation mondiale en légère hausse, les stocks se contracteront pour la première fois en 6 ans, particulièrement dans les pays exportateurs.

Depuis le début de la campagne, la Russie exporte massivement à des prix compétitifs. Cependant, avec une chute de production de 15 Mt, son disponible

exportable devrait se tarir dans l'hiver. La France dont la récolte est moyenne (34,2 Mt) mais de bonne qualité, devrait alors, comme les Etats-Unis, pouvoir saisir des opportunités d'exportation, surtout si la production argentine se révèle moins élevée qu'initialement prévue.

Dans l'hémisphère nord les récoltes de maïs des Etats-Unis et de l'Ukraine sont abondantes. Dans l'UE, en revanche, la sécheresse a affecté les rendements. Les importations dans l'UE de maïs ukrainien à faible prix sont donc élevées actuellement empêchant toute progression des cours. La France, avec une récolte de 11,5 Mt (-2 Mt) n'y échappe pas.

La production de l'hémisphère sud (Brésil et Argentine), pourrait augmenter. L'accroissement de la production mondiale ne suffira pas cependant à compenser la hausse de la consommation. Le ratio stocks/consommation hors Chine s'établirait à 12 % seulement, le plus faible depuis 6 ans. Passé la pression de la récolte, un potentiel de hausse des cours existe donc à moins que les Etats-Unis ne parviennent pas, pour cause de guerre commerciale, à atteindre leur objectif d'exportation (62,5 Mt).

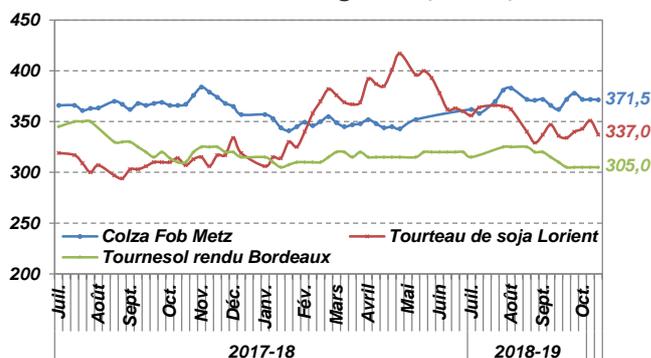
Les marchés des oléagineux sous pression

De multiples pressions s'exercent actuellement sur les marchés des oléagineux. La récolte de soja avance à un rythme conforme aux attentes aux Etats-Unis (83 % effectués) et les exportations sont décevantes. Les stocks de soja s'accumulent en conséquence aux Etats-Unis mais aussi dans le monde. L'avancée très

rapide des semis de soja au Brésil (60 % réalisés) pourrait faire démarrer les récoltes dès la mi-décembre dans le Mato Grosso. La production de canola est d'un bon niveau au Canada (21 Mt). Avec la progression de la production et des stocks, le marché de l'huile de palme s'alourdit. Pour finir, les rendements de tournesol et de soja progressent fortement en Ukraine.

Les marchés oléagineux demeurent néanmoins animés par les rebondissements du conflit Etats-Unis/Chine. D'autres éléments haussiers peuvent également jouer comme la faiblesse de l'euro et l'annonce d'une possible baisse marquée des surfaces 2019 de soja aux Etats-Unis, la tension du bilan européen du colza et l'impact de la sécheresse sur les semis réalisés cet automne en France et plus largement en Europe.

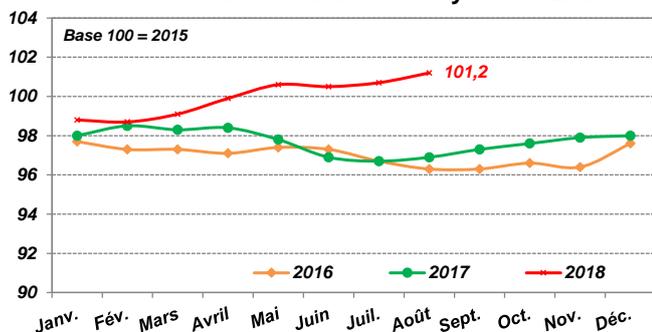
Cotations des oléagineux (€/tonne)



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27. PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire Source : La Dépêche

Intrants : hausse des prix de l'énergie, des engrais et de l'aliment du bétail

Evolution indicielle du prix des biens de consommation courante en Pays de la Loire



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : INSEE

Après 2 années de relative stabilité, le prix des intrants (mesuré par l'IPAMPA pour les biens et services de

consommation courante) progresse nettement depuis le début de l'année. En août 2018, il dépasse de 4,9 % son niveau d'août 2017.

En cause : essentiellement l'augmentation du prix de l'énergie et des lubrifiants (+20,5 %), et dans une moindre mesure celle du prix des engrais et amendements (+8,5 %) et des aliments pour animaux (+2,6 %).

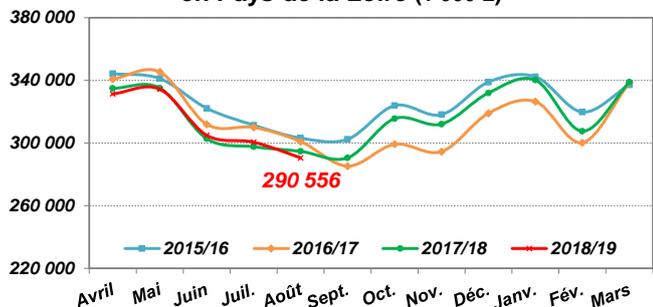
Au sein du poste énergie, le prix du gazole non routier (qui représente un peu plus de la moitié du poste « énergie et lubrifiants » de l'IPAMPA), est en hausse depuis octobre 2016, et dépasse en août 2018 de 33 % son niveau de l'année précédente.

Le prix des semences et celui des produits de protection des cultures connaissent quant à eux une progression plus modérée (+0,7 %).

Lait de vache : ralentissement de la collecte européenne

Des volumes relativement stables en Pays de la Loire par rapport à la campagne précédente

Evolution mensuelle de la livraison de lait en Pays de la Loire (1 000 L)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Agreste

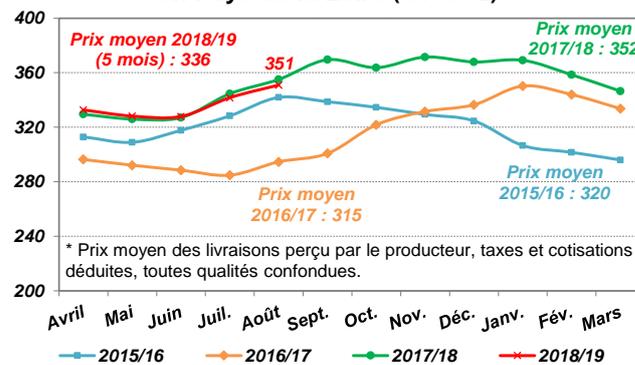
Bien que la sécheresse estivale ait affecté la collecte du mois d'août, les livraisons régionales restent proches de celles de 2017/18 sur les 5 premiers mois de la campagne.

A l'échelle nationale, le mois de septembre et le dernier trimestre de l'année devraient connaître un

fléchissement de l'ordre de 1 % de la collecte, en raison du déficit estival d'herbe qui a conduit à des réformes abondantes cet été.

Les stocks de poudre pèsent toujours sur les prix

Evolution mensuelle du prix* du lait en Pays de la Loire (€/1 000 L)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source Agreste

Le prix payé aux producteurs en Pays de la Loire a évolué favorablement au 3^e trimestre sous l'effet des

indices saisonniers positifs. Il a atteint 351 €/1 000 litres en août.

Sur la fin de l'année, les perspectives de prix vont dépendre de l'évolution de la conjoncture mondiale et de la capacité de l'UE à résorber ses stocks.

A l'échelle européenne, la collecte est attendue en recul de 0,5 à 1 % au dernier trimestre en raison de la sécheresse qui a fortement affecté les pays du nord (Allemagne, Pays-Bas) ainsi que l'Italie et l'Espagne.

Au niveau mondial, l'Australie voit également sa production reculer nettement sous l'effet de la sécheresse, si bien qu'on assiste à une croissance mondiale ralentie malgré le bon niveau des livraisons américaines et néozélandaises.

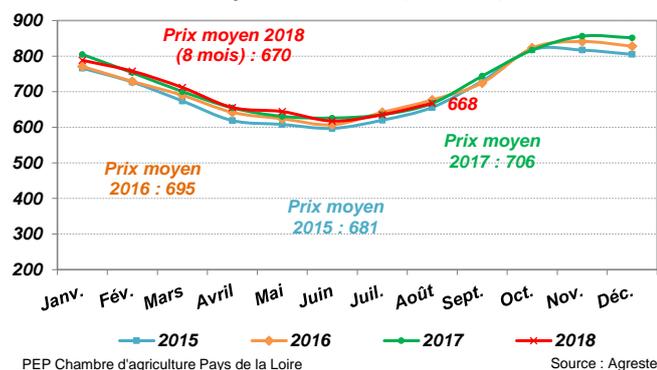
Ce contexte pourrait théoriquement favoriser un bon maintien des cours des produits industriels, mais le prix du beurre fléchit en Océanie (baisse saisonnière) et celui de la poudre reste toujours sous la pression des stocks européens. Malgré le déstockage de 140 000 tonnes de poudre UE sur 8 mois, il en reste encore 240 000 tonnes, et l'Union européenne vient de décider de déprécier leur valeur comptable.

Si bien qu'au final, l'année risque de se clôturer en France par un prix moyen annuel tout juste égal à celui de l'année précédente (pour mémoire, en Pays de la Loire, prix moyen de base 2017 en conventionnel : 321 €/1 000 litres, et prix moyen payé aux producteurs toutes qualités confondues: 349 €/1 000 litres).

Lait de chèvre : une collecte qui progresse et des importations qui ne fléchissent pas

La collecte française a progressé de presque 4 % en cumul de janvier à juillet 2018 (+4,5 % sur 8 mois en Pays de la Loire). Cette hausse était attendue au regard de l'accroissement du cheptel qui s'est étoffé suite à plusieurs années de bonne conjoncture. La croissance de collecte s'atténue toutefois depuis cet été, en cause la moindre qualité des fourrages engendrée par une pluviométrie de printemps importante.

Evolution mensuelle du prix du lait de chèvre en Pays de la Loire (€/1 000 L)



Après quelques années de hausse, le prix du lait se stabilise en 2018 : 670 €/1 000 litres en Pays de la Loire sur 8 mois. Les charges en élevage poursuivent leur progression (énergie).

Les disponibilités des laiteries se sont fortement accrues : à la hausse de collecte s'ajoute la forte croissance des importations qui pèsent 20 % de l'approvisionnement des industriels. Pour une petite part, ces volumes supplémentaires ont servi à la fabrication de fromages (+0,7 % sur 7 mois). Les fabrications de yaourts ont largement progressé (+17 % sur 6 mois) et dans une moindre mesure le lait conditionné (+4 %) mais ces produits représentent encore peu de volumes. Les volumes supplémentaires sont surtout venus accroître les stocks.

Le lait de chèvre bio poursuit sa progression. La collecte a plus que doublé en 2 ans et représente 8,8 millions de litres en 2017 (1,9 % de la collecte nationale). En Pays de la Loire, 10 % du cheptel caprin est conduit en bio dans 74 élevages.

Vigilance pour les mois à venir tant la hausse de collecte est forte chez nos principaux concurrents européens (Espagne et Pays-Bas) et leurs prix bas. Leurs volumes excédentaires pourraient faire pression sur nos importations et déséquilibrer notre marché intérieur. Toutefois, la sécheresse des pays de l'est et du sud laisse à penser que leur production pourrait diminuer dans un avenir proche.

Viande bovine : des prix sous la pression des sorties allaitantes face à une demande toujours morose

Jeunes bovins : cours atones

A la rentrée 2018, les sorties boucherie des jeunes bovins allaitants plus vieux et plus lourds étaient encore importantes au niveau national dans un contexte de marché déjà encombré. Après s'être maintenus quelques semaines en août et septembre, aux alentours de 3,90-3,91 €/kg, les cours du JB U allaitant s'est à nouveau dégradé pour atteindre 3,87 €/kg en semaine 43. Les sorties de jeunes bovins laitiers continuent de reculer. A l'échelle européenne, l'effondrement des importations turques de viande

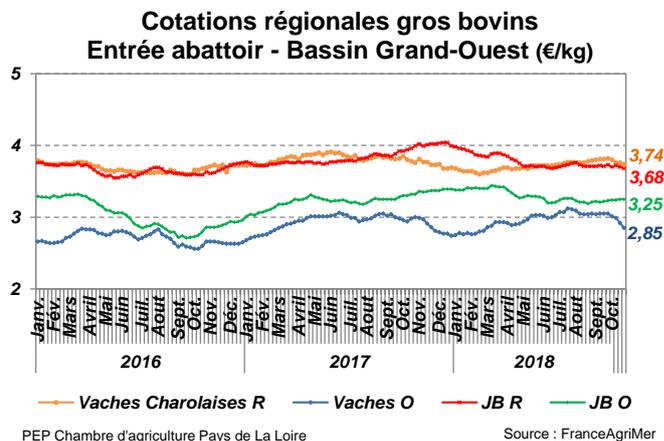
bovine en provenance de l'UE a perturbé le marché du jeune bovin.

Femelles : pression des réformes laitières

Alors que le rythme des sorties boucherie de réformes allaitantes ralentit, leur valorisation subit la pression des abattages de réformes laitières. Le prix des charolaises R s'établit à 3,74 €/kg en semaine 43, en baisse depuis le mois de septembre. Le marché des réformes laitières est par contre maintenu par la croissance continue de la viande hachée notamment VBF.

La consommation de viande bovine par les ménages est toujours morose avec une poursuite du recul de la demande de viande piécée, évolution défavorable aux races allaitantes.

La baisse saisonnière des cours du maigre a été limitée cet automne malgré la commercialisation précoce des animaux en raison de la sécheresse et les contraintes sanitaires qui pèsent sur l'export pays tiers en raison du recul des naissances en début d'année. En veaux de boucherie, la hausse saisonnière des cours reste timide cet automne après la baisse estivale.



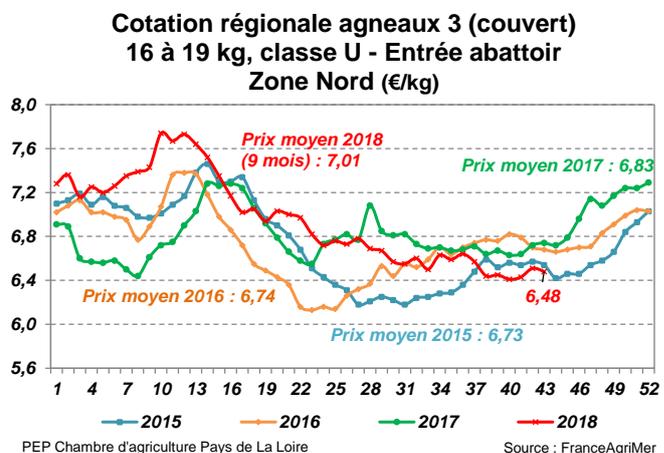
Viande ovine : l'import fait pression sur les prix d'automne

Les abattages d'agneaux en France sont encore en léger repli sur 9 mois en 2018 par rapport à la même période de 2017 (-0,5 % en têtes et -0,7 % en tonnage). La hausse du tonnage d'animaux de réforme (+2 %) ne compense qu'une petite partie de cet écart. La production de viande ovine peine donc toujours à se maintenir en France.

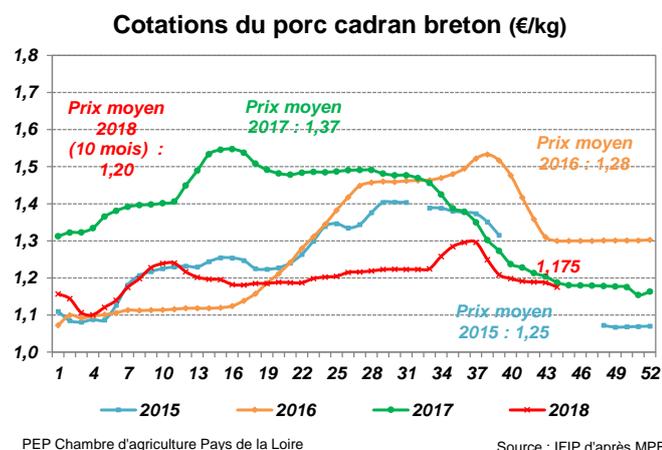
Les importations de viande satisfont la moitié de la demande nationale, mais sont également en recul, plus même que la production, signe d'une consommation toujours en berne. Les disponibilités du Royaume-Uni s'avérant moins importantes que prévu cet été, on a importé davantage d'Espagne, d'Irlande et directement de Nouvelle-Zélande.

Comme l'essentiel des flux d'échanges mondiaux se fait entre la Nouvelle-Zélande et la Chine, il faut suivre aussi bien l'évolution du cheptel néo-zélandais, le dynamisme de la demande chinoise, voire les

fluctuations monétaires pour expliquer les cotations de l'agneau cet automne.



Viande porcine : baisse de prix en 2018 et fin d'année hasardeuse



L'année 2018 s'achève. Elle est marquée par un net recul des prix du porc en France et dans l'UE, une baisse alarmante de la consommation de produits porcins et la propagation préoccupante de la FPA (Fièvre Porcine Africaine).

Sur les 10 premiers mois de l'année, le prix du porc a chuté de 15 % en France. La hausse estivale a été très tardive et de courte durée contrairement aux autres pays européens. Nous abordons l'automne sur des prix très bas (1,18 €/kg début novembre 2018) alors que le prix de l'aliment se renchérit. Plusieurs éléments ont concouru à cette baisse des prix. Tout d'abord, la production en France progresse (+0,8 % attendu sur l'année) ainsi que dans l'UE (+2,7 % sur le 1^{er} semestre 2018 et prévision à +1,6 % au 2nd semestre) après 2 années de conjoncture favorable.

Face à cette offre excédentaire, la consommation poursuit son repli. En cumul sur les 10 premiers mois de l'année, les achats français des ménages en porc frais ont reculé de 4,3 % et en charcuterie de 2,8 %. La déconsommation de viande semble durablement installée. La montée en gamme devient une nécessité et a été inscrite dans le Plan de Filière suite aux Etats Généraux de l'alimentation. La production sous signe officiel de qualité progresse (5,5 % de la production

porcine française en 2017) et les allégations portant sur l'élevage ou la santé des consommateurs paraissent porteuses.

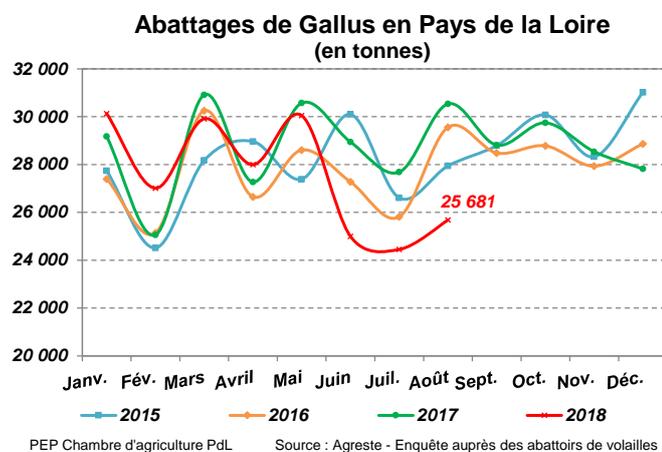
Les exportations se sont bien tenues. C'est une légère hausse pour l'UE de 0,9 % sur les 7 premiers mois, mais un repli pour la France vers pays tiers de 3,6 %. Les exportations françaises restent cependant en progression : +6,2 % en volume (mais -3,9 % en valeur), favorisées par les exportations vers l'UE.

La FPA, bien présente en Europe de l'Est, a fait son apparition cet été en Chine et en septembre en Belgique (uniquement des sangliers touchés par l'épidémie). Plusieurs pays ont fermé leurs portes à la Belgique qui tente de trouver de nouveaux marchés à

l'export et inonde le marché UE de porcs à bas prix. La situation semble toutefois devenue stable en Belgique alors qu'elle paraît plus compliquée à gérer en Chine.

Nous sommes donc aujourd'hui dans l'expectative et les prochains mois s'annoncent imprécis. Les cours pourraient remonter sous l'impulsion de la demande de la Chine pour couvrir ses besoins à l'approche du Nouvel An chinois. D'autant qu'avec la hausse des tarifs douaniers sur les produits en provenance des USA, l'UE a les faveurs de la Chine. Cependant, ces importations pourraient être atténuées par la propagation de la FPA en Europe de l'Ouest qui bloquerait alors les exportations vers pays tiers. La vigilance de tous les acteurs est donc une nécessité.

Volailles : abattages régionaux en baisse depuis la fermeture de l'abattoir de Chantonay



Les abattages régionaux de poulets ont chuté d'environ 14 % depuis la fermeture, début juin, de l'abattoir de Chantonay, spécialisé dans les poulets export. En cumul depuis le début de l'année les abattages de poulets reculent donc de 4,3 % par rapport à 2017. Les abattages de dindes (+3,1 %) et de pintades (+6,8 %) progressent tandis que se replient ceux de canards (-2,4 %). Cette évolution tranche avec la progression de 6,1 % de l'activité au niveau national. Deux espèces sont les moteurs de cette progression : le canard gras, dont la production se rétablit progressivement après les 2 épisodes hivernaux successifs d'influenza aviaire, et le poulet. Les poids moyens des poulets abattus sont en hausse en lien avec la diminution des volumes

dédiés au grand export et l'orientation du marché vers des poulets plus lourds.

La progression de l'offre nationale de canard en favorise la consommation. Les achats des ménages reprennent des couleurs (+2,8 % sur 9 mois) alors que peinent à se maintenir les achats de poulet (-0,5 %) et que ceux de dinde (-5 %) et de pintade (-4,8 %) reculent.

Sur les 8 premiers mois de l'année, le solde commercial des échanges de poulet avec l'UE reste fortement négatif en volume mais s'améliore grâce une hausse des exportations (notamment vers la Belgique, le Royaume-Uni et l'Allemagne) près de 3 fois supérieure à la hausse des importations (de Pologne, et de Belgique). Avec les pays tiers il est positif mais se dégrade par suite d'une baisse des exportations (vers l'Arabie Saoudite et le Yémen) et d'une hausse des importations (de Thaïlande et dans une moindre mesure d'Ukraine).

Le solde commercial se détériore en dinde et en canard en raison d'une baisse des exportations pour la dinde (notamment vers l'Allemagne et l'Afrique subsaharienne) et d'une hausse des importations pour le canard (Bulgarie et Hongrie).

Globalement, sur 8 mois, toutes volailles confondues, le solde des échanges est négatif en volume (-83 000 tonnes) et en valeur (-174 millions d'euros) et se creuse par rapport à 2017.

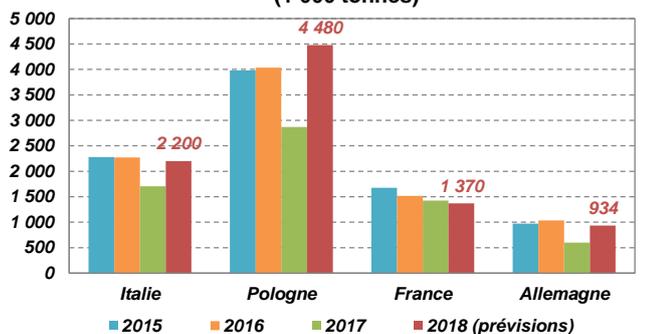
Arboriculture : une production française inférieure à la moyenne des années 2013/17 et un marché peu actif

La production nationale de pommes de table en 2018 s'annonce en repli de 4 % par rapport à 2017, et inférieure de 10 % à la moyenne 2013/17. Le gel printanier était en cause dans la baisse de la production française et européenne l'année dernière (recul de 22 % de la récolte UE).

Cette année, les productions de l'Italie, l'Allemagne, la Belgique et la Pologne retrouveraient les niveaux de 2016, avec une bonne précocité.

En Pays de la Loire, la récolte est par contre annoncée en baisse de 3 % sur 1 an et de 9 % par rapport à la moyenne quinquennale. On observe en particulier des rendements moindres en Golden, en raison de chutes de fruits et de l'alternance annuelle.

Production de pommes de table en Europe (1 000 tonnes)



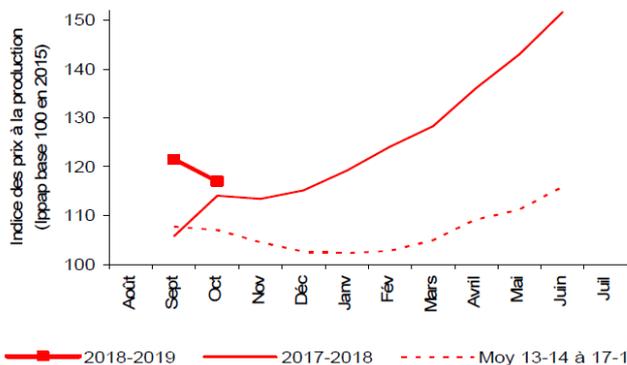
PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source: ANPP d'après Eurostat

Côté commercialisation, les marchés sont peu actifs. En France, le retard des ventes atteint -4 % en semaine 43, les températures élevées ayant freiné la consommation de pommes, au profit d'autres fruits de saison (poires, raisins et dernières pêches). L'exportation commence difficilement également (-13 %), que ce soit vers les pays tiers ou vers le nord de l'UE. Seule l'Espagne achète plus que l'an passé.

Malgré tout, les prix du début de campagne sont supérieurs à la moyenne quinquennale (+9 %) grâce à une production réduite et à la faiblesse des stocks de fin de campagne précédente.

En début de campagne 2018/19, des cours supérieurs à la moyenne sur 5 ans



Source : Agreste-INSEE

En poire, le contexte national est sensiblement le même qu'en pomme avec une production proche de celle de 2017, mais en retrait par rapport à la moyenne des 5 dernières années, et des cours qui démarrent bien en début de campagne 2018/19. En Pays de la Loire, la sécheresse est par contre à l'origine d'une réduction des calibres qui entraînerait un recul de 9 % des volumes produits.

Horticulture et pépinières : une conjoncture favorable tirée par un regain d'attractivité pour le végétal

Après un démarrage de saison très tardif, pour cause de météo défavorable, le printemps 2018 s'est bien déroulé. L'activité s'est poursuivie jusqu'à fin juin. Seules les entreprises positionnées sur des plantes de planning court ont eu des pertes de production en début de période. L'activité du paysage s'est bien tenue. Par contre, le secteur de la distribution affiche des baisses de vente sur l'ensemble des produits de jardin (-1 % sur 8 mois). Toutefois, les ventes de végétaux sont restées stables quand les autres segments sont en retrait.

En horticulture, 70 % des ventes ont lieu au printemps. A la Toussaint, la vente de chrysanthèmes reste une activité importante. La vente de plantes à massif a été peu dynamique en ce début d'automne tant le climat estival a perduré favorisant le fleurissement des plantes annuelles. La saison automnale s'annonce un peu compliquée pour le secteur de la pépinière. La canicule de cet été et le temps sec qui a suivi posent des problèmes pour l'arrachage et le travail des

mottes. L'absence de pluies risque de décaler les chantiers.

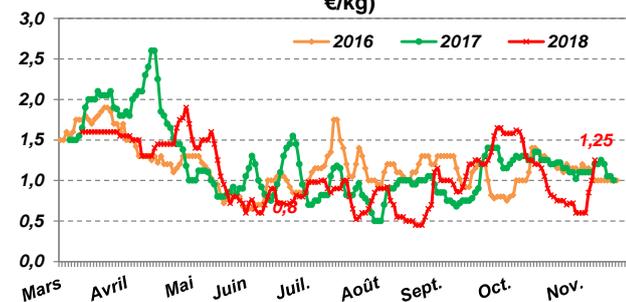
La période actuelle s'avère plus propice au secteur horticole. La population manifeste un attrait grandissant pour le végétal, se concrétisant encore trop peu par un acte d'achat. La reprise du végétal en ville est avérée. Les achats de végétaux par les ménages se stabilisent après plusieurs années de baisse. La consommation a évolué : prêt à poser, plantes design, graphiques, résistantes, nécessitant peu de soin...etc. Le secteur de la production en prend conscience et doit s'orienter vers les tendances de marché. La modernisation des entreprises et l'automatisation paraissent essentielles pour rester compétitif. La conjoncture plus florissante recrée une dynamique d'investissements. Quatre entreprises sur dix (enquête FranceAgriMer sur un panel) souhaitent investir dans les 3 ans. L'enjeu de la mise en marché et de la logistique restent cruciaux même si davantage de mutualisation est observée.

Légumes : année difficile pour la tomate

En légumes de serre, le marché de la tomate, a connu une année compliquée particulièrement pour les segments « rondes » et « en grappe », dominants sur la région : crise conjoncturelle dès juin, puis à nouveau en août (prix en baisse de 15 % sur 2017 sur ces 3 principaux mois de production pour la région). L'embellie de septembre (prix en hausse de 31 %) s'est

muée en nette dégradation dès octobre. Malgré des surfaces stabilisées, l'offre nationale pour vente en frais baisserait de 2 % sur l'année. Le climat a été plus propice aux productions de plein champ et de jardins privés, ce qui a contribué à freiner les achats. Pour les producteurs, cette année s'annonce comme une des pires de la décennie en chiffre d'affaires.

Evolution du prix de la tomate nantaise (stade expédition ; ronde par colis de 6 kg ; €/kg)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : RNM

La production nationale de concombres est aussi estimée en baisse de 4 % (hausse de 4 % pour la région). Mais contrairement à la tomate, les cours ont connu une 1^{re} envolée en mai (+58 % sur 2017), un retour à l'équilibre a été constaté au cours des 2 mois suivants. Mais en août, production en recul, faibles disponibilités à l'importation, et demande soutenue conduisent à nouveau à un pic des prix (+48 % sur 2017). Il est vrai que la comparaison avec 2017, année de crise, est avantageuse.

Pour les légumes de plein champ, l'écoulement des radis s'est fait à des prix meilleurs qu'en 2017, pour une offre régionale en hausse de 7 à 8 % sur l'année.

En laitues et chicorées, l'offre nationale déficitaire tout l'été a poussé les prix à la hausse. La campagne a été difficile pour le melon : les chaleurs ont stimulé l'offre en juillet, provoquant une situation de crise jusqu'au 2 août. Ensuite les volumes ont manqué.

Chaleurs et manques d'eau ont pénalisé les légumes d'automne en France et en Europe. Les producteurs locaux, plus épargnés, pourraient en tirer avantage, même sur les marchés de proximité.

Les semis de mâche pour la campagne d'hiver 2018/19 sont déjà en partie réalisés, mais l'interdiction du métam-sodium, effective depuis fin octobre et probablement définitive, aura des répercussions sur les nouvelles mises en culture de mâche surtout mais aussi de radis, salades et poireaux. Dès début 2019, les professionnels s'attendent à des réductions d'offre significatives et à des défauts de qualité.

Viticulture : un millésime 2018 qualifié « d'exceptionnel » par Interloire

Les excellentes vendanges 2018 font remonter le volume estimé de la production nationale de vins à 46,7 Mhl, +27 % sur 2017 mais tout près de la moyenne 2014/16. En Val de Loire, la production 2018 est attendue en hausse de 20 % sur 2017, dont 31 % pour les seules AOP. Le millésime s'annonce surtout excellent par sa qualité. On espère beaucoup des raisins de 2018, muris et récoltés sous le soleil.

Les conditions ont été favorables à la vigne dans presque tous les pays de l'UE. La production de vins est estimée à 175,6 Mhl, soit 5,1 % au-dessus de la moyenne quinquennale selon la Commission. La production mondiale de l'année est évaluée à 282 Mhl, 3^e récolte du siècle (après 2004 et 2013) et 12 % de plus qu'en 2017. La présence possible d'une offre plus abondante de vins sur tous les marchés dans les mois à venir pourrait compliquer la gestion des sorties de chais. Mais pour le moment, les viticulteurs y voient davantage l'occasion de reconstituer des stocks redevenus bas.

La campagne de commercialisation terminée fin juillet se solde par des volumes de vente au négoce d'AOP en retrait de 3 à 4 % mais des prix en hausse de 5 à 6 %, obtenus par le marché ou par la montée en gamme.

Au cours de cette campagne, rosés et rouges ont vu leur chiffre d'affaires au négoce baisser par manque de volumes, alors que celui des vins nantais et des pétillants a progressé. Pour les vins de cépages, la campagne a aussi été contrastée : Sauvignon et rouges ont progressé, pas le Chardonnay.

A l'export, les fines bulles sont toujours les vins régionaux les plus demandés (+7 % de chiffre d'affaires à 40 millions d'euros), surtout sur le marché allemand. Les hausses de prix ont pénalisé le muscadet (18 millions d'euros), davantage au Royaume-Uni qu'ailleurs. Les rosés ont un peu amélioré leurs positions (14 millions d'euros).



Avec la contribution financière
du compte d'affectation spéciale
«développement agricole et rural»



Contacts Pôle Economie et Prospective de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Pierre-Yves AMPROU Tél. 02 41 18 60 60
Christine GOSCIANSKI Tél. 02 41 18 60 57
Gilles LE MAIGNAN Tél. 02 53 46 61 70
Eliane MORET Tél. 02 43 67 37 09
Pascale LABZAE Tél. 02 43 29 24 28

Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr (Angers – La R/Y)
Mail : christine.goscianski@pl.chambagri.fr (Angers)
Mail : gilles.lemaignan@pl.chambagri.fr (Nantes)
Mail : eliane.moret@pl.chambagri.fr (Laval)
Mail : pascale.labzae@pl.chambagri.fr (Le Mans)